

Bordeaux, le 11 septembre 2018

**CTL DU 11 SEPTEMBRE 2018**

Madame la Présidente,

Cette rentrée 2018 sera particulièrement sombre pour la DGFIP sur plusieurs aspects !

Tout d'abord, les enjeux qui entourent notre administration et sa pérennité au regard des annonces que notre syndicat a dévoilées nationalement par la publication du rapport CAP22 ...

Ensuite, les enjeux qui entourent la remise en question de la mobilité choisie des agents au regard de la déréglementation des règles de gestion mise en œuvre pour les mutations.

En vous portant volontaire, dès la prise de vos fonctions, pour l'expérimentation de la RAN unique en 2019 vous serez donc comptable des inégalités qu'elle générera inévitablement dès l'année prochaine. Malgré vos assurances de gestion « *en bonne intelligence* », expression qui, pour nous, s'apparente à une cogestion que nous refusons depuis toujours, les agents connaîtront de plus en plus une mutation imposée, une impossibilité de changer de métier, à cause de l'arme de destruction massive de gestion qu'est « l'intérêt du service », voire un outil de pression lors des évaluations annuelles, ou des candidatures pour des promotions, dont le volume diminue comme Peau de chagrin.

Ces enjeux sont au cœur de l'activité syndicale qui est la nôtre, celle de nos représentants nationaux et locaux qui chaque jour agissent pour la défense individuelle et collective de tous les agents de la DGFIP car un autre enjeu de cette rentrée 2018 réside dans les élections professionnelles.

A ce titre, nous sommes scandalisés de nous être vus privés, pour la première fois en Gironde, de la possibilité de nous adresser directement à tous les nouveaux agents lors de la journée d'accueil de ces derniers, relégués dans une salle annexe. Solidaires Finances Publiques dénonce cette privation d'expression ! Sans doute aviez-vous peur des sujets qui fâchent ?

Les agents des Finances publiques subissent de longue date, non seulement des suppressions d'emplois, alors que la charge de travail s'accroît, mais aussi des restructurations incessantes. Avec la mise en œuvre du PAS, le travail va encore évoluer sans pour autant s'alléger, bien au contraire. Et ce d'autant plus que le gouvernement a prévu de nouvelles suppressions d'emplois massives.

Les idées fausses sur la prétendue simplification du PAS, que vous entretenez en vous exprimant, façon VRP dans Sud-Ouest, ont, et auront longtemps, des répercussions concrètes : incompréhensions voire colère de contribuables, travail continu pour gérer les changements de situation et les régularisations etc. Solidaires Finances Publiques n'a cessé de dénoncer l'abîme qui sépare le discours de la réalité (en 2015, notre Livre Vert revenait sur l'ensemble des questions qui ont été soulevées. En Gironde, nous nous étions exprimé dans un long article dans Sud-Ouest en juin 2015).

Nos collègues des relations publiques reçoivent actuellement nombre de contribuables qui ne comprennent pas les méandres de cette machine à gaz, entretenue par le discours pro-PAS,

cette fausse réforme fiscale. Une majorité d'entre eux pense par exemple qu'il n'y aura plus de déclaration annuelle !

Est-ce de cette façon que l'Administration entend réduire les files d'attente ? Il faut dire qu'elle a déjà pour arme la réduction des horaires d'ouverture et les suppressions d'emploi ou « comment mettre le problème sous le tapis » et les « désintoxiquer du guichet » comme le disait un de nos anciens Directeur Général.

Pire, les nouveautés annoncées (et improvisées !) concernant la mise en place du PAS, dont ces mêmes collègues de l'accueil n'ont jamais entendu parler. Ces improvisations politiques leur compliquent grandement la tâche et entament un peu plus la crédibilité de notre administration et de nos métiers.

Les agents des finances publiques et nos concitoyens sont les grandes victimes du manque d'informations, du manque de moyens et des attermoiements politiques qui ont pris le pas sur les besoins réels du service public...

Solidaires Finances Publiques s'est publiquement exprimé, et à de nombreuses reprises, pour défendre les agent(e)s et les missions des finances publiques et pour rappeler sa critique du PAS.

Il y a une urgence vitale à renforcer la DGFIP, à ne pas la déstructurer et de lui donner les moyens humains, budgétaires et matériels adaptés aux enjeux et aux missions.

Pour entamer l'été, le 7 juillet dernier, Madame la Directrice, vous assuriez la promotion de la destruction du Service Public et de son maillage territorial, du nôtre en particulier, à Bourg Sur Gironde où nous vous avons accueilli, cantonnés de l'autre côté de la rue par les forces de l'ordre, alors que vous accompagniez le Ministre Darmanin qui venait juste d'insulter les comptables publics en les traitant de « cons ».

Vous avez dû assurément tenter de rassurer les élus locaux en vantant dématérialisation, Maisons de service au Public et autres ersatz de service au public. Certains élus s'en sont émus auprès de nous ; ils ne sont pas dupes, habitués à avaler les couleuvres gouvernementales, face à l'abandon des territoires ruraux et donc éloignés de la Métropole, hyper concentration future de ce qui restera de service public et de lieu de prise de décision, et éloignant un peu plus l'usager des décideurs.

Malgré notre demande d'audience, le Ministre ne nous a pas reçu ...

Solidaires Finances Publiques continuera à dénoncer cette forte détérioration du service rendu au public, la destruction de notre réseau et les conditions de travail des agents mais aussi le cynisme à « accompagner » la forte dégradation de leur vie personnelle et familiale.

Supprimer un service sans donner aucune visibilité même à moyen terme aux agents qui perdent leur emploi, en se cachant derrière des instructions de mutation à venir relève d'une grande inconscience, d'un grand cynisme, quant à l'aspect humain dont vous êtes redevable et responsable en qualité de Directrice.

S'adresser à eux sans assurance à leur donner sauf de fausses promesses d'être recasés sur des emplois vacants sur la même résidence, comme Libourne relève du plus grand mépris pour ces agents qui œuvrent quotidiennement pour le service public ! Comment pouvez-vous espérer que les 16 agents vous croient quand il leur est affirmé qu'ils pourraient être affectés sur des postes vacants sur Libourne alors que vous préparez le SIE unique, le SIP unique, le SPF unique, etc. ?

Solidaires Finances Publiques continuera à faire savoir, y compris en saisissant les élus locaux et la Presse, la manière dont sont traités les agents des Finances Publiques, leurs conditions de travail et leur vie personnelle et familiale.

**Solidaires Finances Publiques – Section de la Gironde**

**Cité administrative – 1er étage Tour A – BP 125 – 33090 Bordeaux CEDEX**

**→ 05.56.24.81.54 – FAX : 05.56.24.87.99 - PORTABLE SECTION : 07.83.41.44.42**

<http://solidairesfinancespubliques.info/33/>